

HIREL Jean-Claude

Etat-civil :

Né le 1er mars 1936 à Moutiers (Ille-et-Villaine).

Famille :

Fils d'André Hirel, Instituteur, et de Yvonne Royer, Institutrice¹. Marié le 2 août 1958 à Renée Sebban, ingénieur². Trois enfants : Philippe-Hervé (décédé³), Mathieu, Séverine.⁴

Formation :

Lycée Chateaubriand à Rennes et Louis le Grand à Paris. Ingénieur de l'Ecole nationale des arts et manufactures. Centralien (1960⁵). Master of Nuclear Sciences de l'Université de Stanford, Californie (Etats-Unis). Parle allemand et italien.⁶ Obtient une bourse de chercheur attribuée par l'OTAN à la fin de sa formation pour aller étudier la physique nucléaire à l'Université de Standford, Californie.⁷

Service militaire :

Carrière :

-1961 :

Physicien au service de physique expérimentale au Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) (1961-1963) (Direction des applications militaires du C.E.A.⁸).

-1963 :

Directeur technique du centre de calcul de l'institut de physique nucléaire (1963-1965).

-1965 :

Fondateur (1965), Président (1965-1974) de la société de services et systèmes informatiques pour le traitement de l'information et les techniques nouvelles (T.I.T.N.⁹). A essayé au sein de

¹ Messages des P.T.T., n°340, octobre 1984, p. 39. [BNF]

² Cf. Renée Sebban, Etude d'un système de groupement des électrons à l'entrée d'un accélérateur linéaire et étude des coefficients d'harmoniques d'espace de la structure accélératrice, Paris, Masson et Cie., 1965, 19 p. BNF 4-R-10727 (6).

³ " L'inspection générale des Finances ", Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

⁴ Who's who , 1990-1991, p. 866.

⁵ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁶ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁷ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁸ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁹ Entreprise créée en 1965 pionnière dans l'ingénierie des systèmes informatiques, dans les logiciels, les terminaux graphiques. Croissance de l'ordre de 20% /an. Classée en 1986 parmi les dix premières entreprises françaises de services informatiques. Filiale à + de 99% du groupe CIT-Alcatel, membre du groupe C.G.E. Pertes de + de 100 millions de francs à la fin de 1985. Le nouvel économiste, n°526, 31 janvier 1986. La Société

cette entreprise avec le fondateur de TITN Jean-Louis Martin, de rechercher des partenaires industriels solides pour faire face à un développement rapide de ses activités (croissance d'environ 20% /an)¹⁰. A créé cette entreprise sans moyens : avec un camarade investissent 1000 francs chacun sans possibilité de créer une SARL ni une SA, ils fondent alors une société civile. Se spécialisent dans l'engineering informatique dans les premiers à développer le concept qui consiste à mélanger du logiciel et du matériel. Une expérience qui a duré plus de dix ans et qui lui a appris l'esprit d'équipe et d'entreprise.¹¹

-1968 :

Chargé de cours d'informatique médicale aux centres hospitaliers universitaires de Necker et de La Pitié-Salpêtrière (1968-1974).

-1969 :

Président (1969-1974) de la Société des ordo-processeurs (SFENA^[12]-Crouzet). Ordo-processeur était un projet industriel plus ambitieux soutenu par les pouvoirs publics français et qui entrainait dans le cadre du plan calcul. Cela consistait à constituer une sorte de Digital Equipment français mais les investisseurs français n'ayant pas la taille de ceux américains, les ambitions ont été modérées aux activités de télétraitement. Retire de cette expérience qu'il est difficile en France de recueillir des fonds pour des projets innovants.¹³

-1970 :

Professeur titulaire de la chaire d'informatique appliquée à l'Ecole centrale (1970-1974). Directeur des centres de calcul à la Faculté des Sciences de la Halle aux vins (Future Faculté de Jussieu) et du centre inter-universitaire de traitement informatique de la Santé (1965).

Nommé Maître de recherche à l'I.N.S.E.R.M. (1970¹⁴-3 octobre 1988¹⁵) il dirige le Centre Informatique pour le développement des applications médicales.¹⁶

-1971 :

1971-1976 : Expert auprès du Comité biologique de l'INSERM.¹⁷

TITN participe entre autres à des missions d'études pour La Poste en partenaire avec le SERI (Société d'Etudes et de Réalisation Industrielles Renault Engineering et le Laboratoire d'Anthropologie Appliquée de l'Université de Paris en décembre 1974. Le groupe d'étude formé par ces trois entités rédige un rapport rendu en décembre 1974 sur : " Etude préliminaire d'un poste d'indexation du courrier postal. 1-Phase méthodologique. ", 136 p. Archive P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/1 (F 90 bis 6342).

¹⁰ Le nouvel économiste, n°526, 31 janvier 1986.

¹¹ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

¹² Société Française d'Equipements pour la Navigation Aérienne (S.F.E.N.A.) créée en 1947 à Neuilly. Dossier SFENA, archives du ministère de l'Industrie, A.N., C.A.C., 910672/82 (IND/91/161/82).

¹³ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

¹⁴ Bulletin Quotidien, 30 janvier 1986.

¹⁵ Encyclopédie périodique Economique, Politique & Administrative, Inspection Générale des Finances, t. II, avril 1998, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

¹⁶ Messages des P.T.T., n°340, octobre 1984, p. 39.

¹⁷ " Composition du cabinet du ministre des PTT ", Messages des PTT, n°340, octobre 1984, p. 39. [BNF]

-1976 :

Chargé par la ministre des Universités Mme. Alice Saunier-Séité, d'une mission aux Etats-Unis d'évaluation de l'avenir de l'entreprise Honeywell-Bull.¹⁸

-1979 :

Conseiller technique (Conseiller technique sectoriel chargé de Informatique et gestion¹⁹) auprès du directeur général (Dr. Philippe Laudat) de l'I.N.S.E.R.M. (1979-1981²⁰).²¹

Directeur de recherche à l' I.N.S.E.R.M. (1979).

Chairman de la 3è conférence mondiale d'informatique médicale de Tokyo en 1979.²²

-1981 :

19 août 1981 : Membre de la Mission " filière électronique " du ministère de la Recherche et de la Technologie créée le 19 août 1981 (présidée par Abel Farnoux), représente l'Agence De l'Informatique (ADI) informatique, électronique médicale; est vice-président de cette Mission Alain Profit du C.N.E.T. (Voir ce nom).²³ Accepte d'être appelé au ministère de l'Industrie par Pierre Dreyfus uniquement dans le but de participer à la recherche d'un consensus entre les différents acteurs sociaux (les patrons, l'encadrement, les salariés).²⁴

Novembre 1981 : Bernard Lorimy lui confie à l'Agence De l'Informatique (ADI) la direction d'une Mission pour l'informatisation du secteur médico-social.²⁵

Décembre 1981 : Directeur des industries électroniques et de l'informatique (DIELI) au ministère de l'Industrie (Appelé par le ministre de l'Industrie Pierre Dreyfus fin 1981²⁶) (décembre 1981-août 1984²⁷) en remplacement de Philippe Sahut d'Izarn (nommé en novembre 1980)²⁸. En juillet 1980 la DIELI était associée à l'ANVAR et l'ADI pour sélectionner des dossiers d'aide réunissant des industriels et des équipes de recherches dans le domaine du traitement automatique de la parole.²⁹ Perd en juillet 1983 la tutelle des industries informatiques au profit de la Direction Générale des Télécommunications.³⁰

¹⁸ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

¹⁹ Bottin Administratif, 1981, Paris, Didot-Bottin, août 1981, p. 731.

²⁰ Annuaire du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, 1988, Paris, Imprimerie Nationale, 1988, p. 319.

²¹ Messages des P.T.T., n°340, octobre 1984, p. 39.

²² Bulletin Quotidien, 30 janvier 1986.

²³ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1108, 24 novembre 1981, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

²⁴ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

²⁵ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1120, 10 décembre 1981, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

²⁶ Messages des P.T.T., n°340, octobre 1984, p. 39. Pierre Dreyfus a été Président des Houillères de Lorraine de 1950 à 1955, puis de la Régie Renault de 1955 à 1975, puis chargé de mission à l'Elysée au mois de juin 1981.

²⁷ Philippe Moins, "Jean-Claude Hirel est nommé Monsieur Stratégie", 01 Informatique, n°891, 3 février 1986.

²⁸ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1117, 7 décembre 1981, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

²⁹ " Démarrage du traitement automatique de la parole ", Electronique actualités, 9 octobre 1981, dans la revue de presse PVI Pour Votre Information, 14 octobre 1981, p. 19, A.N., C.A.C., 849665/3 (F 90 bis 6344).

³⁰ Au cours de l'été 1983, Laurent Fabius (Premier Ministre) et Louis Mexandeau ont convenu de transférer la tutelle de la filière électronique des mains de la Diéli à celle de la DGT. Au sein de la DGT c'est la direction aux affaires industrielles et internationales (DAII) qui allait chapeauter l'industrie informatique sous l'appellation de Pibi (Programme industriel bureautique et informatique). 01 Informatique, n°891, 3 février 1986. " Les secteurs

17-18 décembre 1981 : Préside en tant que directeur de la Diéli la séance d'ouverture (aux côtés de Abel Farnoux responsable de la mission Recherche et Technologie de la Filière Electronique au ministère de la Recherche) les Journées de Concertation Recherche et Technologie de la Filière Electronique organisées à Roquencourt les 17-18 décembre 1981.³¹

-1982 :

4 janvier 1982 : Succède à Philippe Sahut d'Izarne en tant que représentant du ministre de l'Industrie au conseil d'administration de l'Agence De l'Informatique (ADI) et Commissaire du gouvernement auprès du Centre National d'Etudes Spatiales (C.N.E.S.).³²

Janvier 1982 : A l'occasion de la publication aux Editions d'Organisation par la Mission à l'Informatique du rapport Informatisation et vie au travail, un guide pour maîtriser les impacts sociaux du développement de l'informatique, déclare que "l'ampleur de ces questions dépasse naturellement les compétences et les moyens du ministère de l'Industrie." Ses préoccupations sont "le souci du concret et de l'opérationnel" et "éviter que toutes les mesures d'informatisation soient élaborées dans le secret par une cercle restreint de spécialistes."³³

11 janvier 1982 : Nommé pour un an membre du conseil d'administration de l'I.N.R.I.A. en qualité de représentant du ministre de l'Industrie (Décret du 11 janvier 1982).³⁴

13 janvier 1982 : A l'occasion de la publication aux Editions d'Organisation par la Mission à l'Informatique du rapport "Informatisation et Travail. Un guide pour maîtriser les impacts sociaux du développement de l'informatique", J.-C. Hirel déclare que "l'ampleur de ces questions dépasse naturellement les compétences et les moyens du ministère de l'Industrie"

industriels sur lesquels la Direction des Industries Electroniques et de l'Informatique exerce sa compétence sont les suivants : -les composants électroniques actifs et passifs et les matériaux et équipements qui sont nécessaires à leur production, en liaison avec la D.I.C.T.D. en ce qui concerne les matériaux.

-l'électronique professionnelle y compris l'industrie des télécommunications et l'industrie électronique militaire;

-l'instrumentation scientifique, la mesure, l'électronique médicale et la radiologie;

-l'électronique grand public;

-l'industrie spatiale;

-l'industrie du matériel et du logiciel informatique;

-les automatismes et la régulation (à l'exception des constituants mécaniques et électriques et en liaison, pour leur utilisation, avec les directions industrielles compétentes).

-les équipements de bureau, y compris la bureautique;

-le service et le conseil en informatique et automatique, et plus généralement toutes applications de l'électronique et de l'informatique matériels et logiciels).

Dans son domaine de compétence, la Direction des Industries Electroniques et de l'Informatique est chargée de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique industrielle.

Elle exerce, pour le compte du ministère, la tutelle sur l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique, sur l'Agence de l'Informatique, sur le Centre National d'Etudes Spatiales et le Centre d'études des systèmes d'information des administrations (CESIA).

La mission à l'informatique chargée de promouvoir les applications de l'informatique dans l'administration et dans l'économie lui est rattachée." Bottin administratif, 1982, Paris, Didot-Bottin, septembre 1982, p. 733.

³¹ La Lettre de l'industrie Informatique, n°1126, 18 décembre 1981, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³² La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1133, 31 décembre 1981-4 janvier 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³³ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1140, 13 janvier 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³⁴ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1141, 14 janvier 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

et exprime deux préoccupations : “ Le souci du concret et de l’opérationnel ” et “ éviter que toutes les mesures d’informatisation soient élaborées dans le secret par un cercle restreint de spécialistes ”.³⁵

5 février 1982 : Représente en 1982 M. Lorimy du ministère de l’Industrie à la réunion du Conseil d’administration du C.E.S.I.A. le 5 février 1982 (vraisemblablement lors du premier conseil d’administration du C.E.S.I.A. fondé en février 1982). Lors de cette réunion il est envisagé les points suivants : Modalités de fonctionnement du conseil d’administration, Nomination de l’Agent comptable, Modalités de recrutement, de rémunération et d’emploi du personnel du C.E.S.I.A., Echancier de la mise en place du C.E.S.I.A. et fonctionnement pendant la période intérimaire, Missions et activités du C.E.S.I.A., Programme d’actions pour 1982 et moyens correspondants.³⁶

23 février 1982 : Assiste comme autorité de tutelle (avec Pierre Lorimy et le Premier Ministre Pierre Mauroy) à l’Assemblée Générale annuelle du Syntec Informatique.³⁷

Commissaire du gouvernement au Centre national d’études spatiales (C.N.E.S.³⁸) (1982-1984), de l’Agence de l’informatique (A.D.I) (Membre du Comité de Coordination de l’ADI en tant que Directeur général des Industries électroniques et informatiques³⁹) (1982), de

³⁵ La lettre de l’Industrie Informatique et des marchés associés, n°1140, 13 janvier 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³⁶ Compte rendu du conseil d’administration du C.E.S.I.A. du 5 février 1982, 3 mars 1982, Service des Archives Economiques et Financières (S.A.E.F.) B46 561 (par extrait). Le C.E.S.I.A. est créé à Marseille en février 1982 de la fusion du Centre d’études et d’expérimentation des systèmes d’information (CEESI) et du Centre technique d’information (CTI) et a pour mission, sous la tutelle du ministère de la Recherche et de l’Industrie, “ d’aider les administrations et les organismes du secteur para-administratif dans la mise en oeuvre des techniques de l’information ”. Evelyne de Letrac, “ Commando et GIE du secteur public. Le CEASIA présente son bilan d’activité ”, 01 Hebdo, n°747, 2 mai 1983, p. 39. “ Le décret en date du 2. 10. 1981 qui crée le CESIA, dote ce nouvel organisme d’un statut d’établissement public administratif rattaché au ministère de l’Industrie (aujourd’hui ministère de l’Industrie et de la Recherche), d’un conseil d’administration chargé notamment d’approuver le budget et de veiller au bon fonctionnement de l’organisme, et d’un conseil d’orientation plus large placé sous la présidence d’un représentant du Premier Ministre, et chargé de décider des orientations et du contenu de ses travaux. Outre son siège à Marseille, le CESIA dispose, d’un établissement à Rocquencourt, où est située sa direction technique. Il compte également d’autres implantations (Paris, Grenoble, Agen, Digne, Rennes) liées à certains travaux en cours. ” CESIA, Rapport d’activité 1982, Paris, CESIA, 1983, p. 2. S.A.E.F. B46 561, par extrait.

³⁷ La lettre de l’Industrie Informatique et des marchés associés, n°1151, 28 janvier 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³⁸ Le CNES créé par la loi n°61-1382 du 19 décembre 1961 (*J.O.* du 20 décembre 1961) est un établissement public scientifique et technique, de caractère industriel et commercial, doté de l’autonomie financière et placé sous l’autorité du Premier Ministre; il pour mission de développer et d’orienter les recherches scientifiques et techniques poursuivies dans le domaine des recherches spatiales. Bottin administratif, 1962, Paris, juin 1962, p. 87.

³⁹ Bottin Administratif, 1982, Paris, Didot-Bottin, septembre 1982, p. 711. L’Agence de l’Informatique est un établissement public à caractère industriel et commercial, créé par décret du 27 septembre 1979, avec les missions suivantes :

- contribuer à l’animation et au développement de la recherche publique ou privée;
- détecter les nouvelles applications de l’informatique, susciter et animer leur expérimentation;
- organiser la collecte et la diffusion des informations de source française ou étrangère sur ces applications et les recherches qui s’y rapportent;
- mener des actions de sensibilisation, notamment vis-à-vis des nouveaux utilisateurs de l’informatique;
- participer à des actions de formation et à l’élaboration des méthodologies correspondantes;
- informer le gouvernement des problèmes de toute nature posés par l’évolution des applications de l’informatique et donner son avis sur l’octroi de concours publics relatifs à ces applications;

Télédiffusion de France (T.D.F.) (1982), de l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (Membre du conseil d'administration de l'I.N.R.I.A. en tant que directeur des industries électroniques et de l'informatique du ministère de l'Industrie⁴⁰) (I.N.R.I.A.⁴¹) (1982), de la Compagnie C.I.I. Honeywell-Bull et de la Compagnie des machines Bull (1982), des sociétés Transpac, Thomson CSF, Thomson-Brandt, Matra (1982), C.G.E., C.G.C.T. Expert auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.), membre du Comité international Medinfo 83, Président du Centre d'Etude des Systèmes d'Information des Administrations (C.E.S.I.A.) (1984).⁴²

25 février 1982 : Quitte le conseil d'administration d'Answare où il est remplacé par Henri Albert.⁴³

15 mars 1982 : Nommé au conseil d'administration de T.D.F. en remplacement de Philippe Sahut d'Izarn (décret en date du 15 mars 1982).⁴⁴

19 mars 1982 : Succède à Philippe Sahut d'Izarn au conseil d'administration de CII-Honeywell Bull.⁴⁵

Avril 1982 : Remis en avril 1982 au gouvernement français, le rapport Farnoux (commission Farnoux dont faisait partie J.-C. Hirel) fait d'une unité de commandement la condition *sine*

L'Agence de l'informatique est dotée d'un conseil d'administration dont le président dirige l'Agence, d'un Comité de Coordination, d'un Conseil scientifique et de hauts fonctionnaires extérieurs. *Ibid.*

⁴⁰Composition du conseil d'administration au 18 mars 1982, Bottin Administratif, 1982, Paris, Didot-Bottin, septembre 1982, p. 715. En 1981, l'ADI contribue à la formation de 1000 informaticiens sous forme de subventions accordées aux entreprises prenant en stages des informaticiens sur 3 ans (5000 F./stagiaire). 01 Hebdo, 26 octobre 1981, revue de presse dans PVI Pour Votre Information, 28 octobre 1981, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

⁴¹L'I.N.R.I.A., créé par le décret n°79-1158 du 27 décembre 1979 modifié, est un établissement public de l'Etat à caractère scientifique et technique, placé sous la tutelle conjointe des ministères de la Recherche et de l'Industrie. Il remplace l'Institut de Recherche en Informatique et en Automatique (I.R.I.A.) créé en 1971. Cf. "I.N.R.I.A.", Société générale de Presse, 1996, II 173. Depuis 1971 Alain Bensoussan est directeur scientifique à l'I.R.I.A. qui deviendra l'I.N.R.I.A. dont il est président à partir de 1984.

⁴²Le C.E.S.I.A. en partenariat avec la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.) a entre autres en 1984 mené différentes expériences d'information du public ou des élus. "A conduit un programme de service d'information en milieu rural dit "Télé-information", service ouvert au public dans les départements des Alpes de Hautes Provence et du Lot et Garonne. Ce service télé-information installé dans les bureaux de poste et dans certaines mairies, et équipé de minitels a permis l'information du public sur les droits et démarches et les services rendus par les associations à caractère social. Un guichetier formé à cette intention servait d'intermédiaire entre l'utilisateur et le dispositif. Le C.E.S.I.A. a également participé à l'expérience du S.I.I.D. (Service Intercommunal d'Information et de Documentation) des Alpes de Hautes Provence. Le C.E.S.I.A. s'est également préoccupé d'éclairer les procédures d'urbanisme dont les collectivités ont la responsabilité. pour chacune des phases de chaque procédure les responsables locaux peuvent trouver l'indication des sources auprès desquelles il est possible de recueillir les informations nécessaires au bon déroulement." Note sur l'information économique et sociale et les actions de développement local, s.d. (février 1984), s.n. (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.)), A.N., C.A.C., Archives de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.), 19870318/1, 86AJ bis 1227, dossier correspondance active avec Jacques Algis, 23 janvier-26 septembre 1984.

⁴³La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1171, 25 février 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁴⁴La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 22 mars 1982, n°141, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁴⁵La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1187, 19 mars 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

qua non du redressement des industries électronique et informatiques face aux Américains et aux Japonais.⁴⁶

21 avril 1982 : Nommé représentant de l'Etat au titre du ministère de l'Industrie au conseil d'administration de Machines Bull.⁴⁷

7 mai 1982 : Présente à Calcatoggio (Corse) en tant que dirigeant de la Diéli à la place de Maurice Allègre (ministère de la Recherche) " les options gouvernementales " aux utilisateurs de CII-Honeywell Bull et Sems (Société Européenne de Mini-informatique et de Système).⁴⁸ Fait part à cette occasion de son intention de " monter des systèmes contractuels " avec des administrations et les entreprises publiques, afin de développer l'informatique française, " c'est-à-dire CII-HB, mais aussi Sems, C.G.E.... et les ordo-processeurs ", indique qu'il remet à fin juin ses conclusions relatives au plan de redéploiement de l'industrie dont il a la tutelle.⁴⁹

22 juin 1982 : Nommé pour trois ans représentant de l'Etat au Conseil d'Administration de Transpac (en même temps que Pierre Bilger, Jean Foglizzo (ministère de l'Economie et des Finances), Alain Bravo, Henri Bustarret, François Henrot (ministère des P.T.T.), Hirel représente le ministère de l'Industrie.⁵⁰

2 juillet 1982 : Nommé représentant de l'Etat et des différents ministères concernés aux conseils d'administration des groupes nationalisés, sur proposition du ministre de l'Industrie Jean-Claude Hirel pour Matra (siège au Conseil d'administration de Matra avec H. Baquiast, P. Durand, A. Guigue, P. Hilaire⁵¹) et Thomson-Brandt (siège au Conseil de Thomson CSF avec J. Bousquet, J.-J. Damlamian, P. Garrigue, J.-M. Charpin, M. Allègre⁵²).⁵³

6 juillet 1982 : A l'Assemblée Générale annuelle du Club de la Péri-informatique, a lieu une discussion serrée entre Yvon Gattaz et J.-C. Hirel. Pour ce dernier, l'effort pour le développement d'une industrie informatique nationale " doit s'inscrire dans une stratégie en ligne droite et non pas de ligne brisée".⁵⁴

20 juillet 1982 : Reconduit par le ministre de l'Industrie (J.-P. Chevènement) dans ses fonctions de Directeur de la Diéli (arrêté du 19 juillet, *J.O.* du 20 juillet).⁵⁵

10 septembre 1982 : Nomination de Louis Gallois (ancien directeur de cabinet du ministre Jean-Pierre Chevènement) au poste de la nouvelle Direction Générale de l'Industrie (DGI)

⁴⁶ Eric Le Boucher, " Nommé Directeur du cabinet de M. Mexandeau M. Hirel est chargé d'une mission qui pourrait conduire à une profonde réorganisation des P.T.T. ", *Le Monde*, 7 août 1984, p. 21.

⁴⁷ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1209, 21 avril 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁴⁸ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1220, 6 mai 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁴⁹ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1222, 10 mai 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁰ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1250, 22 juin 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵¹ Liste des représentants de l'Etat aux conseils des entreprises nationalisées, 15 mars 1983, archives de la D.A.T.A.R., A.N., C.A.C., 19890664/2.

⁵² Liste des représentants de l'Etat aux conseils des entreprises nationalisées, 15 mars 1983, archives de la D.A.T.A.R., A.N., C.A.C., 19890664/2.

⁵³ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1258, 2 juillet 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁴ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1261, 7 juillet 1982, A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁵ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1271, 22 juillet 1982, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

recréée au ministère de la Recherche et de l'Industrie qui coiffe de nouveau les directions par secteur dont la DIELI dirigée par J.-C. Hirel.⁵⁶

23 septembre 1982 : Opposé en tant que Directeur de la Dieli à la disparition d'Eurotechnique et prône un rapprochement de cette société avec Matra et Thomson ou "mettre en oeuvre des accords de complémentarité pour obtenir que chacun des acteurs ait une stratégie globale" déclare Hirel à l'ouverture de la "Convention informatique".⁵⁷

-1983 :

18 janvier 1983 : Représente en tant que directeur de la DIELI avec quatre autres personnalités le ministère de la recherche et de l'Industrie au Comité du C.N.E.T. reconstitué, dont le première réunion a lieu le 18 janvier 1983.⁵⁸

Eté 1983 : Rattachement d'une partie des industries de la filière électronique (en particulier l'informatique et la bureautique) aux P.T.T. qui sont en outre chargés du financement et du développement de l'ensemble de l'électronique.⁵⁹

22 décembre 1983 : Transmet au Directeur général de l'Industrie une note sur les conséquences industrielles de l'accord C.G.E.-Thomson (réorganisation de l'industrie française de la filière électronique. Accord de répartition des activités signé le 20 septembre 1983 : chacun se concentre sur ses pôles de compétitivité et cède à l'autre les activités dans lesquelles il a une activité marginale et parfois déficitaire).⁶⁰

-1984 :

4 août 1984 : *Directeur de cabinet de Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du Commerce Extérieur, chargé des P.T.T. (4 août 1984 (arrêté n°2584 du 2 août 1984 J.O. du 4 août 1984)⁶¹-1986) Bernard Loing étant nommé chargé de mission auprès du ministre⁶², remplacé par F. Aron à son poste de directeur de cabinet.*

Nommé le 4 août 1984 directeur de cabinet de Louis Mexandeau. Cette nomination s'inscrit dans un cadre plus général de la politique gouvernementale en faveur de l'industrie électronique française et dans une réflexion en profondeur sur le statut et l'avenir des P.T.T.⁶³

-1985 :

4 décembre 1985 : *Directeur de Cabinet du ministre des P.T.T. Louis Mexandeau (arrêté n°4655 du 28 novembre 1985 J.O. du 4 décembre 1985) François Aron étant nommé Directeur adjoint du Cabinet par le même arrêté.⁶⁴*

⁵⁶ INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1323, 10 septembre 1982, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

⁵⁷ INF. TELECOM ET TELEMATIQUE, n°1331, 23 septembre 1982, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665 (F 90 bis 6345).

⁵⁸ INF Télécom et Télématicque, n°1394, 18 janvier 1983, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁵⁹ Eric Le Boucher, "Nommé Directeur du cabinet de M. Mexandeau M. Hirel est chargé d'une mission qui pourrait conduire à une profonde réorganisation des P.T.T.", Le Monde, 7 août 1984, p. 21.

⁶⁰ Bordereau d'envoi attendant au dossier CGE-Thomson, de J.-C. Hirel, 22 décembre 1983, dossier 2 : "23-05 Alcatel-Thomson", archives du ministère de l'Industrie, A.N., C.A.C., 910672/80 (IND/91/161/80).

⁶¹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1984, "Saumon", Cab., 1040 cab 15, p. 95.

⁶² Bulletin Officiel des P.T.T., 1984, "Saumon", Cab., 1040 cab 15, p. 95.

⁶³ Eric Le Boucher, "M. Hirel est chargé d'une mission qui pourrait conduire à une profonde réorganisation des P.T.T.", Le Monde, 7 août 1984, p. 21.

⁶⁴ Bulletin Officiel des P.T.T., 1985, t. 2, "Saumon", Cab., 1059 Cab 27, p. 129.

A déployé tous ses efforts pour faire adopter en conseil des ministres du 29 janvier 1986 le décret de création de la Délégation Générale à la Stratégie. Cette Délégation réunissant une centaine de personnes a un rôle réglementaire et de stratégie française et internationale. Brouille un peu plus les cartes des enjeux de pouvoir entre la Direction Générale des Télécommunications (DGT), le ministère des P.T.T. et celui de l'Industrie. Hirel semble avoir milité pour la création de la Délégation Générale à la Stratégie pour faire contrepoids à la toute puissante DGT (+ de 160. 000 personnes). L'autre volet de cette réforme de structure c'est la nomination d'André Darrigrand (voir ce nom) à la tête d'une direction des affaires communes (DAC).⁶⁵

-1986 :

Président de Sofrecom⁶⁶ (1986).

*5 mars 1986 : Délégué général à la stratégie au ministère des P.T.T. (1986) (Délégation Générale à la Stratégie créée par décret n°86-129 du 28 janvier 1986, J.O. du 29 janvier 1986, arrêté d'application n°634 du 5 mars 1986).*⁶⁷ La nomination de J.-C. Hirel “ (...) s'inscrit dans un cadre plus général de la politique gouvernementale en faveur de l'industrie électronique française et dans une réflexion en profondeur sur le statut et l'avenir des P.T.T. La question du statut des P.T.T. est posée en France comme dans le monde entier, après la déréglementation américaine et l'éclatement d'ATT. (...) M. Hirel est chargé de mener une réflexion en profondeur sur les télécommunications, la Poste et sur les liens entre ces deux administrations. (...) La structure actuelle de droit public pose en effet de multiples problèmes dès lors qu'on se place dans une perspective mondiale d'explosion et d'internationalisation des marchés de la communication. (...) En France se pose de surcroît le problème particulier du rattachement d'une partie des industries de la filière électronique aux P.T.T.. (...) La nomination de M. Hirel est sur toutes ces questions symbolique. L'ancien directeur de la DIELI a ses entrées à Matignon et à l'Élysée, ce qui pourrait redonner au cabinet des P.T.T. le poids politique qui lui a manqué depuis trois ans. Ses anciennes fonctions au ministère de l'Industrie devraient d'autre part faciliter les coordinations administratives et rétablir une cohérence d'ensemble des actions de l'Etat dans l'électronique. M. Hirel qui a toujours été

⁶⁵ Les Echos, 30 janvier 1986.

⁶⁶ Sofrecom est une société d'économie mixte créée en 1966 à l'initiative du ministère des Postes et Télécommunications pour permettre la diffusion de la technique française des Télécommunications. Elle complète ainsi la série des sociétés du type SOFRE représentant chacune un secteur industriel : Sofrerail, Sofremines, Sofrelec, Sofregaz.

⁶⁷ Bulletin Officiel des P.T.T., 1986, t. 2, “ Saumon ”, Cab, 90 Cab 3, p. 45. “ Article premier : La délégation générale à la stratégie exerce ses attributions dans les domaines d'activité indiqués ci-après :

-stratégie du ministère des P.T.T. et études internationales;

-réglementation et normalisation;

-tutelle des industries de la filière électronique dans le secteur des télécommunications, de l'informatique et de la bureautique (TIB);

-suivi et mesure des actions relevant de sa compétence.

Elle définit les moyens nécessaires à son fonctionnement, élabore son budget et en assure l'exécution; elle gère les emplois et les crédits qui correspondent aux effectifs de son cadre budgétaire; elle est responsable de la formation de son personnel.

Art. 2. La délégation à la stratégie étudie et propose les orientations stratégiques du ministère des P.T.T. dans les domaines de la poste, des télécommunications, de la télédiffusion et dans le secteur industriel de la filière électronique. A ce titre, elle conduit une réflexion et formule un avis sur les conditions d'exercice du monopole, en fonction du marché et de la concurrence, ainsi que sur les grandes lignes de la politique d'amélioration du service public, en particulier par l'introduction de produits et services nouveaux. (...)” Bulletin Officiel des P.T.T., 1986, t. 2, “ Saumon ”, Cab, 90 cab 3, p. 45.

partisan de l'unité de la filière électronique, n'était-il pas membre de l'équipe de M. Farnoux ? Le budget de la filière électronique qui devrait être en hausse (celui de la DIELI augmentera de 20%), devrait pouvoir l'aider.⁶⁸ Sa nomination à la Direction générale à la stratégie est analysée par la Fédération nationale des P.T.T.-C.G.T. Cadres ainsi : " La concentration des pouvoirs au sein de la Délégation générale à la stratégie (DGS) est énorme pour une structure qui comporterait au mieux une centaine de personnes. (...) De plus, toujours selon les arrêtés, les moyens budgétaires attribués aux branches pour la filière électronique sont " mis à la disposition de la DGS " : c'est un énorme pouvoir financier mais qui n'est pas assorti de mesures de contrôle d'utilisation des fonds. La sphère de décision s'éloigne du personnel et des cadres pour se concentrer au niveau politique de la DGS. Confisquer ainsi le pouvoir des exploitants pour le concentrer dans les mains " d'experts " venant de l'extérieur de service public, rompus aux critères de la rentabilité financière, tel apparaît le choix fondamental de la réforme. Cela aboutira à un pouvoir plus centralisé, plus technocratique au moment où les discours sur la déconcentration se multiplient. Par ailleurs, l'ajout de responsabilités pour les commissaires de la République aggrave encore le dé-saisissement des cadres des P.T.T. La DGS devient le pivot d'un dispositif qui aboutira à lever tous les obstacles à un processus accéléré d'intégration européenne sous prétexte de résister à la déréglementation (...). De projet en décret puis arrêtés, la Direction des Affaires Communes (DAC) perd de plus en plus de responsabilités. L'arrêté indique qu'elle " adapte aux P.T.T. la réglementation générale de la Fonction publique notamment en fonction des besoins exprimés par les directions générales. C'est le risque de mise en cause du statut. L'unité est menacée par les importantes responsabilités confiées aux services du personnel (SPEL) des directions générales (...). " ⁶⁹

-1987 :

Président du groupe REA-FHTEC (1987-1988). Groupe international spécialisé dans la distribution de matériels et de composants électroniques.⁷⁰

-1988 :

3 octobre 1988 : Inspecteur général des Finances (3 octobre 1988, au tour extérieur⁷¹). Deuxième centralien à être Inspecteur des Finances.⁷²

-1990 :

Président directeur général de la Société Orkem SA (8 février 1990-janvier 1993⁷³), tour Aurore place des reflets, 92080 Courbevoie, Paris, La Défense 2.⁷⁴

⁶⁸ Eric Le Boucher, "Nommé Directeur du cabinet de M. Mexandeau M. Hirel est chargé d'une mission qui pourrait conduire à une profonde réorganisation des P.T.T. ", Le Monde, 7 août 1984, p. 21.

⁶⁹ Bulletin des Inspecteurs généraux. Fédération nationale des Postes et Télécommunications, n°2, février-mars 1986. Archives C.G.T.-P.T.T..

⁷⁰ " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁷¹ " L'inspection générale des Finances ", Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

⁷² " Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ", Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁷³ " L'inspection générale des Finances ", Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

⁷⁴ Annuaire de l'Inspection Générale des Finances, 1990-1992, p. 41 et 41.

-1993 :

Président de C.E.A.-Industrie (janvier 1993-octobre 1993⁷⁵). Président de FT2 C1 (1993). Président du Conseil de surveillance de SGS-Thomson Microelectronics NV (avril 1993-avril 1994⁷⁶), société franco-italienne qui occupe en 1993 le 13ème rang mondial avec 2, 3% du marché mondial des semi-conducteurs.⁷⁷

-1995 :

Président de Enercal (Société néo-calédonienne d'énergie) (depuis octobre 1995⁷⁸) et Président du groupe Fontelec SA (1997) 41, rue des Bussys, 95600 Eaubonne; à l'inspection générale des finances Inspection Générale des Finances, département Nord-Pas-de-Calais (1989)⁷⁹, (1990).⁸⁰

-1996 :

Inspection Générale des Finances, divisions territoriales : Départements d'Outre-Mer (D.O.M.), Mayotte, paierie de France à Madagascar (1996)⁸¹, divisions spéciales : Universités (1996).⁸² Inspecteur des Finances le 3 octobre 1988, en service à l'Inspection générale des Finances le 3 octobre 1988⁸³ Réintègre l'Inspection générale des finances (depuis le 1er novembre 1995).⁸⁴

-1988 :

Administrateur des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (depuis 1988).⁸⁵

Activités politiques, associatives, syndicales :

Membre du Bureau de l'Association des amis d'Harris Puisais (mendésiste, membre important du secrétariat du P.S.U. , publiant quelques articles politiques dans le journal Le

⁷⁵ “ L'inspection générale des Finances ”, Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

⁷⁶ “ L'inspection générale des Finances ”, Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

⁷⁷ “ Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ”, Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁷⁸ “ L'inspection générale des Finances ”, Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998.

⁷⁹ Annuaire de l'Inspection Générale des Finances, 1989, p. 10. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

⁸⁰ Annuaire de l'Inspection Générale des Finances, 1990, p. 10. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

⁸¹ Annuaire de l'Inspection Générale des Finances, 1996, p. 10. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

⁸² Annuaire de l'Inspection Générale des Finances, 1996, p. 11. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

⁸³ Annuaire du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, 1988, Paris, Imprimerie Nationale, 1988, p. 275. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

⁸⁴ “ L'inspection générale des Finances ”, Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

⁸⁵ “ L'Inspection Générale des Finances ”, Encyclopédie Périodique Economique Politique Administrative, Paris, Société Générale de Presse, 1998. [Bibliothèque administrative du S.A.E.F. Savigny-le-Temple].

Monde⁸⁶⁾ ⁸⁷, Harris Puisais a été Chargé de mission auprès du ministre des relations extérieures Claude Cheysson (à la date de 1984).⁸⁸

-1982 :

17 février 1982 : Fait partie des premiers membres et fondateurs de l'Association des Informaticiens de Langue Française (A.I.L.F.) qui se présente “ dans le droit fil du renouveau proposé aux français le 10 mai 1981 ” constituée sous la présidence du Général Jean Becam. Cette association appelle “ tous les chercheurs, travailleurs et utilisateurs des techniques informatiques (...) à se concerter et à agir pour recenser, traiter et orienter les données conceptuelles et langagières indispensables à l'épanouissement d'une informatique et d'une électronique authentiquement francophone. ”⁸⁹

25 mai 1982 : Participe à une Conférence sur la bureautique organisée par l'Association des Utilisateurs de Systèmes Informatiques CII-HB (AUSI).⁹⁰

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

Hobbies : Tour à bois, tennis, musique classique, peinture sur toile.⁹¹

Livres : Data Protection, Guideless in Medical field

-1982 :

Août 1982 : Accorde un entretien à l'hebdomadaire 01 Informatique hebdo, n°708, lors duquel il déclare : “ Il n'est pas possible en France, d'encourager la compétition entre plusieurs sociétés sur un secteur donné ” à l'occasion de la proclamation du Programme pluriannuel en faveur de la filière électronique.⁹²

-1984 :

Octobre 1984 : accorde un entretien à la revue Messages des PTT, “La réussite des PTT repose sur la qualité” (résumé de son parcours professionnel. Contraintes du secteur privé et du public sont totalement différentes. Capacité de traduire les mesures nouvelles en actions

⁸⁶ Cf. par exemple, Harris Puisais, “ Le P.S.U. et le programme commun. La France a encore beaucoup à faire et ne peut se passer de personne ”, Le Monde, 8 avril 1967, p. 8.

⁸⁷ “ L'Inspection Générale des Finances ”, Société Générale de Presse, Paris, 1988. Harris Puisais, est fils de gendarme, charentais, ancien professeur de mathématiques au Lycée de Rochefort avant d'entreprendre une carrière politique sous la protection d'André Dullin, président du conseil général de Charente-maritime, puis de Pierre Mendès-France qui, lorsqu'il dirigeait le Parti Radical, l'y charge de la propagande. Epreuve de grandes difficultés à se faire admettre au P.S.U. et finit par y faire sa place. Membre du bureau national et directeur de Tribune socialiste, il nouera au PSU des amitiés solides notamment celle de Pierre Bérégofoy qui, une fois ministre lui confiera de nombreuses missions. Très vite, les relations entre le président du PSU (P. Mendès-France) et ce parti passeront par des intermédiaires attitrés comme Harris Puisais, Pierre Bérégofoy, Richard Dartigues, Charles Hernu. Marc Heurgon, Histoire du PSU, t. 1 : La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962), Paris, La Découverte, 1994, p. 76, 78 et sq.

⁸⁸ Bottin administratif, 1984, Paris, Didot-Bottin, septembre 1984, p. 751. [BA]

⁸⁹ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1166, 18 février 1982, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁹⁰ La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1231, 25 mai 1982, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

⁹¹ “ Le centralien du mois : Jean-Claude Hirel ”, Arts et manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21. [BA]

⁹² La lettre de l'Industrie Informatique et des marchés associés, n°1276, 2 août 1982, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

est plus difficile dans l'administration. Echelle des temps est plus longue dans l'administration. Situation différente dans les PTT qui sont à la fois une administration et une entreprise qui ont une responsabilité de service public. Réunir les qualités des deux systèmes. Frappé depuis son arrivée par la nécessité de conforter la synergie entre les Télécoms et la Poste. Privilégier l'unité des PTT en habituant les deux branches à travailler ensemble. C'est pour cette raison que le ministre a décidé de constituer son Cabinet horizontalement, par fonctions plutôt que par branches. Se consacrer d'abord en concertation avec les organisations syndicales à la mise en oeuvre des mesures budgétaires, dialoguer avec le personnel, expliquer les choix. Travail considérable de la modernisation. Qualité du service Public, qualité des conditions de travail à l'intérieur de l'entreprise.)⁹³

-1985 :

13 juin 1985 : Prononce un discours important devant les industriels des télécommunications (Syndicat des industries du téléphone, du télégraphe et de leurs applications) au nom du ministre délégué aux P.T.T. (retenu à Florence où il participe aux côtés du Président de la République au sommet Franco-Italien). Dans ce discours, il annonce l'intention du gouvernement de distinguer les activités d'exploitation du service public de ses autres responsabilités. Réaffirme en même temps la solidarité des P.T.T. avec ses secteurs voisins : " Il est tout à fait essentiel que ce ministère qui est devenu, en fait, le ministère des nouvelles technologies des communications soutienne les efforts de recherche et de développement des industries de la filière électronique. " ⁹⁴

-1993 :

Octobre 1993 : "Le Centralien du mois : Jean-Claude Hirel", Arts et Manufactures-Centraliens, n°449, octobre 1993, p. 20-21 (Installation aux Etats-Unis à la fin de sa formation à Centrale : compléter les connaissances acquises à Centrale et améliorer son anglais. Découverte du rapport Louis Armand qui prédit l'épuisement des ressources pétrolières et encourage donc la prospection vers d'autres ressources comme le nucléaire. Appelé en 1981 par le ministre de l'Industrie Pierre Dreyfus qui n'avait pas la réputation d'être particulièrement engagé politiquement. Ceci dans un seul but : le recherche d'un consensus entre les différents acteurs sociaux. Création de TITN et de Ordo-processeur. Semi-conducteurs produits stratégiques pour le développement de l'économie nationale. Nécessité de garder son indépendance dans le domaine des semi-conducteurs. Appauvrissement du tissu industriel français : il faut une mobilisation pour enrayer cette dégradation. Propose que les entreprises soient plus impliquées dans le suivi des mesures de réduction d'emplois. Gains de productivité se font sur les coûts de production en licenciant ce qui reporte le problème sur la collectivité nationale qui augmente les prélèvements ordinaires. Proposition de créer au sein des entreprises un fonds de solidarité alimenté par une partie des cotisations sociales. Il viserait à prendre en charge par l'entreprise une partie du traitement social tout en conservant au sein de l'entreprise les personnes licenciées pendant la durée de leur recherche d'un nouvel emploi.)

⁹³ Messages des P.T.T., n°340, octobre 1984, p. 5-6. [BNF]

⁹⁴ " Allocution prononcée par monsieur Jean-Claude Hirel au SI3T le 13 juin 1985 ", archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 980486/1.

Décorations, distinctions honorifiques :

Officier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite⁹⁵

⁹⁵ Who's who in France 1998-1999, 30ème édition, Paris, éditions Jacques Lafitte, 1998, p. 891. [BNF]